

## La cartographie des services publics en Europe : Note de synthèse

Suite à une question de Nicolaos Vakalis (ancien député du Parlement européen) adressée au Commissaire Spidla sur les services publics en Europe, le CEEP a lancé son projet, cofinancé par la Commission européenne, afin de recueillir des données relatives aux services publics en Europe et pour améliorer la connaissance des rapports intersectoriels dans le champ des services publics.

Les services d'intérêt général (SIG) sont des services confiés par une collectivité publique à un prestataire de services sur la base des critères qui déterminent l'intérêt général. Ces services peuvent être économiques ou non-économiques. Leurs missions peuvent couvrir des obligations relevant du service public ou des obligations de service universel.

### Les services d'intérêt général : Un acteur essentiel de l'économie

Les prestataires de services d'intérêt général constituent directement et indirectement un élément-clé, pour l'économie européenne. Ils contribuent directement avec plus de 26%<sup>1</sup> au PIB de L'UE27. Indirectement, ils créent des emplois dans d'autres secteurs.

La dimension des SIG en terme d'emplois est encore plus impressionnante avec 30% de la main-d'œuvre employée par les prestataires des SIG. Cela correspond à plus de 64 millions d'employés.

- ▶ **> 26 % du PIB de l'UE (2 412 milliards €)**
- ▶ **emploient 64 millions de personnes**
- ▶ **> 6,4 % de l'investissement total de l'UE**
- ▶ **> 500 000 entreprises au service de 500 millions d'Européens**

Les principaux réseaux d'infrastructures (électricité, gaz, poste, télécommunications, transports publics, chemins de fer, gestion des eaux, etc.) investissent des sommes considérables dans l'économie. Leur pourcentage de l'investissement total en Europe s'élève à environ 6,4%, ce qui représente plus de 153 milliards d'€ pour 2006.

En tout, plus de 500 000 prestataires (publics, privés, d'économie mixte, travaillant aux niveaux, régional, national et parfois européen) fournissent des services essentiels à environ 500 millions d'Européens.

---

<sup>1</sup> Les plus récentes informations sont celles de 2006, étant donné que l'on se base, dans cette étude, sur les données d'Eurostat, celles des instituts nationaux de la statistique et d'autres institutions de la statistique.

En termes d'**emploi** les secteurs principaux sont les suivants :

- santé et travail social (33% de tous les SIG – 20,5 millions d'employés);
- administration publique et défense (24% de tous les SIG – 15,4 millions d'employés);
- éducation (23% de tous les SIG – 15 millions d'employés);
- transports publics, chemins de fer, services postaux, télécommunications (9,6% de tous les SIG – 5,9 millions d'employés);

Des études similaires devront, d'ores et déjà, analyser l'évolution de ces indicateurs-clés sur une durée de plusieurs années.

## Les services d'intérêt général : un service essentiel pour l'économie

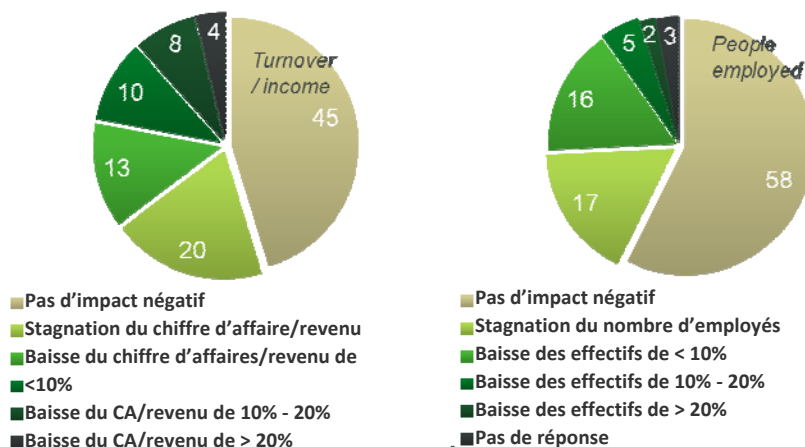
En plus de la recherche statistique, Gallup Europe vient d'effectuer une enquête qualitative<sup>2</sup> dans 5 Etats membres avec des interviews auprès de 241 organisations (travail sur le terrain effectué en janvier - février 2010). Ce sondage donne des indications générales relevant de l'emploi, des politiques d'investissement, des changes des modes de gestion, qui sont des réponses à la fois générales et spécifiques face à la crise.

## Les prestataires de services publics garantissent un haut niveau de l'emploi même en temps de crise

Deux tiers des SIG ayant répondu (65%) n'ont pas vu leurs chiffres d'affaires ni leurs revenus se détériorer malgré la crise financière : 45% disent qu'ils n'ont ressenti aucun impact de la crise, et 20% rapportent que leurs chiffres d'affaires / leurs revenus ont stagné. Moins d'un sur cinq (18%) de ceux qui ont répondu ont enregistré une baisse d'au moins 10% de leurs chiffres d'affaires / revenus.

Une partie même bien plus élevée, c'est-à-dire 75% des SIG qui ont participé à ce sondage, disent qu'ils n'ont pas réduit leurs effectifs malgré la crise. Presque 6 sur 10 rapportent qu'ils n'ont ressenti aucun impact de la crise financière. Moins d'un sur dix déclarent avoir réduit leurs effectifs d'au moins 10%.

Impact de la crise sur les chiffres d'affaires / les revenus et le nombre d'employés



D'assez grandes différences entre pays sont visibles ; les résultats pour la Bulgarie et la France sont diamétralement opposés en terme d'impact de la crise sur l'emploi.

Q20. Est-ce que la crise actuelle a eu un impact négatif sur le chiffre d'affaire / le revenu de votre organisation / entreprise ?  
Q21. Est-ce que la crise actuelle a eu un impact négatif sur les effectifs de votre organisation / entreprise ? Données non-pondérées. Résultat en %

Ces chiffres indiquent que les prestataires de SIG stabilisent l'économie en temps de crise économique.

<sup>2</sup> « Carte perceptuelle des Services publics : Sondage exploratoire dans 5 États-Membres de l'UE, Gallup, Mars 2010. »  
Le report sur la méthodologie est disponible au site suivant : [www.ceep.eu](http://www.ceep.eu)

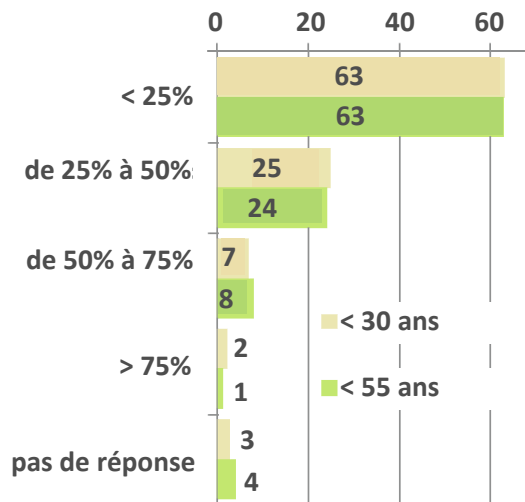
## Emploi : Les employeurs des services publics contribuent à une plus grande égalité professionnelle

Plus des deux tiers des SIG (69%) ont rapporté qu'ils emploient au moins autant de femmes que d'hommes. Ces chiffres sont les plus élevés dans le secteur de l'éducation (78%) et celui de la santé et des affaires sociales (86%).

Selon les résultats du sondage, **plus que des deux tiers des SIG (69%) rapportent qu'ils emploient au moins autant de femmes que d'hommes. Presque le tiers des organisations (31%) disent qu'elles emploient plus de 75% de femmes.**

Les pourcentages des jeunes employés et des plus âgés sont équitablement répartis dans les SIG ayant répondu au sondage. Un quart de ceux qui ont répondu déclarent que les deux catégories, c'est-à-dire les employés ayant moins de 30 ans et ceux avec plus de 55 ans représentent, chacune, entre 25% et 50% de leur main-d'œuvre.

### Répartition des jeunes employés et plus âgés



Q10. Quelle était la proportion de vos employés ayant moins de 30 ans dans votre organisation / votre entreprise au dernier exercice disponible ? Q11. Quelle était la proportion de vos employés ayant plus de 55 ans dans votre organisation / entreprise au dernier exercice disponible ? Données non-pondérées. Résultats en %

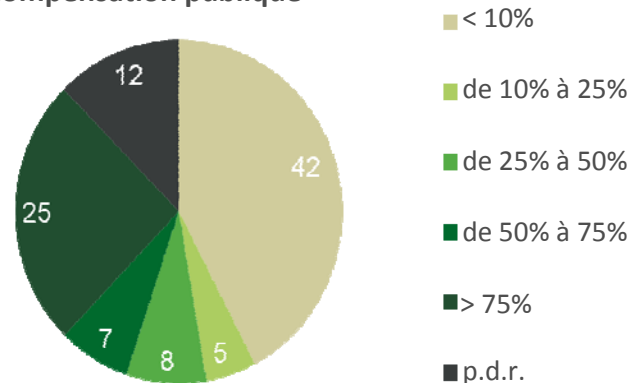
**Les SIG ou les services publics contribuent à une plus grande égalité dans la société et le monde du travail dans la mesure où ils garantissent l'égalité professionnelle des sexes et des générations.**

## Développement durable : Le service public s'en occupe

Les deux tiers des grands SIG ayant répondu (67%) ont des équipes dédiées aux enjeux du développement durable. Ceci vaut notamment pour les prestataires opérant au niveau national et ceux dont les activités principales sont transfrontalières et internationales, ce qui démontre l'importance croissante de ces enjeux au niveau mondial.

**Les employeurs du service public s'occupent du développement durable – nombreux parmi eux en font leur modèle commercial.**

### Compensation publique



Q6. Quel est le pourcentage de la compensation publique, p. ex. les subventions, allègements fiscaux, aide publique, par rapport à votre chiffre d'affaire / revenu que vous recevez pour la prestation de SIG? Données non-pondérées Résultats en %

## Compensation publique : l'efficacité reste un défi

42% des SIG ayant répondu déclarent avoir reçu des compensations pour leurs prestations de SIG montant jusqu'à 10%.

Presque la moitié de tous les interviewés (45%) déclarent avoir reçu des compensations publiques supérieures à 10% pour leurs prestations de SIG.

Les données montrent aussi que la compensation publique est généralement moins élevée, si l'opérateur exerce son activité principale, la prestation des SIG, à un niveau territoire plus élevé. Plus de la moitié des interviewés (52%) répondent qu'ils reçoivent moins de 10% de compensation publique, tandis que seulement 35% des prestataires qui opèrent au niveau local rapportent le même chiffre.

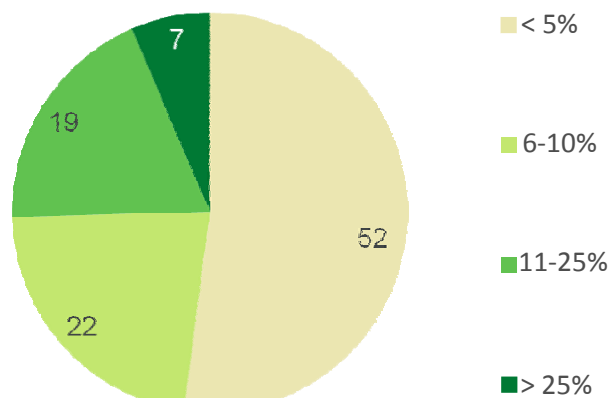
## Les services publics sont des investisseurs importants

Comme on a déjà pu observer, les prestataires des SIG sont des investisseurs importants. Les réseaux d'infrastructures (eaux, électricité, services postaux, télécommunications, transports publics et chemins de fer) contribuent avec 6,4% à l'investissement total qui s'élevait à **plus de 153 milliards d'€ en 2006**.

Il existe de grandes disparités entre les États-Membres de l'UE. Les 10 pays de l'Europe centrale et orientale se situent au-dessus de la moyenne avec des taux supérieurs à 20% en Roumanie, Bulgarie et Slovaquie. Cela montre le besoin constant et l'importance de la rénovation des grands équipements d'infrastructure.

Pour revenir au sondage effectué par Gallup, les petites entreprises prestataires de SIG semblent réinvestir plus de 10% de leur chiffre d'affaire / revenu : le tiers de ces entreprises (32%) confirment l'avoir fait, tandis que seulement un quart (25%) des moyennes entreprises déclarent les mêmes chiffres de réinvestissement.

Pourcentage des investissements du CA / revenu



Q13. Quel est le pourcentage de votre CA / revenu que vous réinvestissez annuellement (pour R&D, infrastructures, équipements, etc.) en moyenne des 5 dernières années? Données non-pondérées. Résultats en %. Base: Les entreprises / organisations ayant répondu (non-compris les 24% qui n'ont pas répondu et les 6% qui ont indiqué un montant global)

Source: [www.ceep.eu](http://www.ceep.eu)

Renseignements : Ralf Resch, Secrétaire général du CEEP ([ralf.resch@ceep.eu](mailto:ralf.resch@ceep.eu))

*Le Centre européen des employeurs et des entreprises prêtant des services publics (CEEP) regroupe des entreprises et des organisations de toute l'Europe, publiques et privées, opérant aux niveaux national, régional et local, qui sont employeurs ou prestataires de services d'intérêt général, et il est un des trois partenaires sociaux transsectoriels.*

*Le CEEP représente plus de 500 000 entreprises qui emploient plus de 64 millions de personnes, contribuant ainsi directement avec plus de 26% au PIB de l'UE.*

*La section française du CEEP est composée d'une quarantaine de membres, entreprises ou fédérations, représentatifs de la plupart des entreprises françaises dédiées à des missions d'intérêt général, dans le domaine des réseaux, des services sociaux et de santé, des banques et du développement local.*



**Projet cofinancé par la Commission européenne  
Le contenu de ce document n'engage que la responsabilité de son auteur,  
et la Commission européenne n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qui y figurent.**